

Avortement : un tabou français

Article rédigé par *La Sélection Hebdomadaire*, le 18 janvier 2019

Source [La Sélection Hebdomadaire] La Marche pour la Vie 2019 aura lieu ce dimanche 20 janvier.

C'est le rendez-vous annuel, à Paris et dans le monde, de ceux qui entendent peser sur le pouvoir législatif afin qu'il adopte des lois en faveur de l'accueil de l'enfant à naître. Cette année, en France, cette 13e édition a pour thème plus spécifique l'objection de conscience. En septembre dernier, la sénatrice socialiste Laurence Rossignol déposait un projet de loi visant à supprimer l'objection de conscience pour les professionnels de santé afin de les contraindre à pratiquer des avortements.

L'objection de conscience est un droit humain fondamental. Curieusement, c'est au « pays des droits de l'homme » qu'il est le plus vigoureusement attaqué dès qu'il s'agit d'avortement ou de bioéthique. On vient encore de le vérifier avec le véritable lynchage médiatique dont est victime, de la part de son propre camp, la députée LREM de l'Oise Agnès Thill. Motif : elle s'est courageusement élevée contre la partialité du rapport de la mission d'information sur la révision de la loi bioéthique. « Ce rapport aurait pu être écrit d'avance », proteste-t-elle. Au mépris des principes protecteurs de la bioéthique française réaffirmés au cours des consultations, ce rapport ouvre en effet la porte à toutes les transgressions (extension de la PMA, création d'embryons transgéniques, FIV post mortem, aggravation de l'eugénisme par la traque du handicap, pression sur les personnes en fin de vie pour obtenir des organes...). En retour de son opposition à la « PMA pour toutes », Agnès Thill est qualifiée d'« homophobe » entre autres gracieusetés, et menacée d'expulsion de LREM.

Dans un éditorial publié par Boulevard Voltaire, Grégor Puppink, directeur du Centre européen pour le droit et la justice, interpelle les responsables politiques français réputés « conservateurs ». Il s'étonne de leur totale passivité s'agissant de l'avortement, en contraste avec les combats menés ailleurs dans le monde par des partis ou des gouvernements conservateurs pour prévenir l'avortement et soutenir la famille et la natalité. Le blocage français sur ces thèmes cruciaux paraît en décalage croissant avec ce qui se passe non seulement aux Etats-Unis, mais dans de nombreux pays d'Europe : Italie, Hongrie, Pologne, Russie. Tous, à des degrés divers, ont entrepris des mesures vigoureuses pour relancer la natalité et prévenir l'avortement. Avec des premiers résultats probants (ex. : en Hongrie, de 2010 à 2017, les avortements annuels ont été réduits de 40.500 à 28.500, les divorces de 24.000 à 18.600, tandis que les mariages passaient de 35.520 à 50.600. Il est vrai que La Hongrie dépense 4,8 % de son PIB dans la politique familiale contre en moyenne 2,55 % dans les pays de l'OCDE).

18/01/2019 11:00